



Philippe Pavard,
rédacteur en chef adjoint

Machine infernale

Faire de l'affichage coûte que coûte pour satisfaire Bruxelles, quitte à s'affranchir de tout fondement scientifique ! Au terme d'un feuilleton de neuf mois dont l'issue était écrite à l'avance, l'Etat vient donc de sortir les arrêtés de délimitation des nouvelles zones vulnérables (lire p. 16). Le tout accompagné d'une communication qui tient de la grosse ficelle, comme celle du préfet coordinateur d'Adour-Garonne : ouf, les agriculteurs s'en sortent bien puisque la zone initialement prévue est réduite de 36 % ! La réalité est évidemment tout autre et s'apparente davantage à une méthode de camelot qu'à un travail rigoureux : en juillet dernier, Ségolène Royal et son ministère découpent généreusement de nouvelles zones vulnérables puis, au vu du tollé provoqué, les pouvoirs publics se disent prêts à revoir à la baisse leurs prétentions. Et pour calmer les esprits, on lance même une expertise scientifique (ESCO) sur l'eutrophisation, dont les conclusions vont tomber... bien après que les jeux seront faits. Le Premier ministre lui aussi s'en mêle, en promettant de renégocier la directive nitrates. Cela ne mange pas de pain car les discussions prendront des années...

Rien n'y a fait, pas même la fronde des élus territoriaux. Les nouvelles zones vulnérables sont sorties en s'appuyant sur le seuil injustifiable de 18 mg/l.

Il reste – et c'est le cœur de la contestation – que ce classement repose sur du sable, en l'occurrence un seuil de 18 mg/l tiré du chapeau. Une pure invention française et une première mondiale ! Nous mettons d'ailleurs au défi l'administration de le justifier scientifiquement. Cette affaire aux lourdes conséquences sociales pour l'élevage français est au final le révélateur des dysfonctionnements de l'Europe et de nos institutions. Avec, derrière, le risque de radicaliser les hommes. Car rien n'a pu arrêter cette machine infernale qu'est devenu le contentieux nitrates. Pas même les maires ou les élus des collectivités locales qui, dans leur grande majorité, ont émis des avis négatifs à propos de ce classement (en Auvergne, ce fut même avec les voix des représentants EELV !).

En attendant, ce sont les zones les plus vertueuses du territoire français qui vont devoir se mettre aux normes. Alors que le train des subventions est passé ailleurs, quelques années plus tôt... « Contrairement à ce que l'on nous raconte, nous n'aurons pas les moyens de faire face avec les Feader et les Agences de l'eau, commentait dernièrement un responsable syndical du Massif Central. C'est déjà pas facile en ce moment pour les éleveurs mais, là, ils seront incapables de payer ce genre de bêtise... » ■